



C.C.A.P.S

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
Simplifié**

Travaux de réhabilitation

**TRAVAUX DE RENOVATION DE LA CHAUFFERIE
GAZ DE LA RESIDENCE HERMES**

LOGIREM
111 Boulevard National – 13003 MARSEILLE
Tél : 04 91 28 01 01
Fax : 04 91 28 01

Table des matières

1	ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1.1	Autres intervenants	4
1.2	Modifications	4
1.3	Objet du marché – emplacement des travaux – domicile de l’entrepreneur	4
1.4	Opération en milieu habité	5
1.5	Lots :	5
1.6	Tranches	5
1.7	Prestations similaires	5
1.8	Sous-traitance	5
1.9	Ordres de service	7
1.10	Rendez-vous de chantier	7
1.11	Délais	8
2	ARTICLE - 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
2.1	Pièces générales	8
2.2	Pièces particulières	8
3	ARTICLE 3 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	10
3.1	Contenu du prix	10
3.2	Paielements – Retenue de garantie - Avance facultative - Approvisionnement	11
3.2.1	Généralité	11
3.2.2	Opération spécifique	11
3.2.3	Retenue de garantie	11
3.3	Travaux modificatifs	12
3.4	Application de la TVA	12
4	ARTICLE 4 – EXECUTION DU MARCHE	13
4.1	Préparation du chantier	13
4.2	Préparation des actions à destination des habitants	13
4.3	Installation de chantier	13
4.4	Personnel intervenant sur le chantier	13
4.5	Conditions d’exécution	13
4.5.1	Intempéries	13
4.5.2	Protection	14
4.5.3	Evacuation des déchets	14
4.5.4	Modifications aux travaux	14
4.5.5	Horaires de travail	14
4.5.6	Actions d’insertion	14

5	ARTICLE 5 – DELAIS D’EXECUTION	15
5.1	Le délai de préparation et d’installation du chantier	15
5.2	Le délai de chantier	15
5.3	Le délai de parfait achèvement	15
5.4	Prolongation de délai	15
6	ARTICLE 6 – CONTROLES ET RECEPTION	15
7	ARTICLE 7 – ASSURANCES ET GARANTIES.....	16
8	ARTICLE 8 – CONTESTATION, PENALITES ET RESILIATION	16
8.1	Pénalités	16
8.2	Résiliation	16

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent CCAPS se réfère expressément à la norme française NF P.03.001 de décembre 2000 qui constitue le cahier des clauses administratives générales (CCAG).

Les articles de ce CCAG qui ne sont pas modifiés par le présent CCAP s'appliquent de plein droit.

Dans le cadre du présent marché, les parties mentionnées ci-dessous s'accordent sur la valeur probante de la lettre simple, de la télécopie et du courrier électronique. En outre, elles s'accordent sur la valeur probante de la signature scannée et numérisée apposée près du nom ainsi qu'à leur reproduction respective.

1.1 PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- La Société LOGIREM, 111 boulevard National à Marseille 3ème
Représentée par sa Directrice Générale : Madame Fabienne ABECASSIS

D'une part

Désignée au présent marché par "le maître de l'ouvrage"

- L'ENTREPRISE, titulaire du marché

Représentée par la personne désignée dans le ou les actes d'engagement afférents à l'opération

D'autre part

Désignée au présent marché par "l'entrepreneur"

1.1.1 Autres intervenants

Intervenants indiqués en page de garde du présent CCAP

1.2 MODIFICATIONS

L'entrepreneur est tenu de notifier immédiatement au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination
- à l'adresse du siège social de l'entreprise

au capital social de l'entreprise.

1.3 OBJET DU MARCHÉ – EMBLACEMENT DES TRAVAUX – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

Les stipulations du présent CCAPS, s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération ci-après :

TRAVAUX DE RENOVATION DE LA CHAUFFERIE GAZ DE LA RESIDENCE HERMES

Elles concernent à la fois les marchés conclus avec l'entreprise générale et les marchés par corps d'état conclus avec des entreprises groupées ou séparées.

La description des ouvrages et des prescriptions techniques sont indiquées au descriptif contenant notamment les clauses techniques particulières au marché, ainsi que les documents qui lui sont annexés.

Le CCTP peut être amené à indiquer un produit, matériau ou appareil en faisant référence à une marque. Ceci a pour objectif de préciser le descriptif et les performances de cette fourniture.

Néanmoins il est entendu que l'entrepreneur est en mesure de proposer un produit, matériau ou appareil équivalent dans une autre marque. Si le CCTP avait omis de l'indiquer, il convient bien de lire après la prescription d'une marque la mention « ou équivalent ».

A défaut de préciser dans l'acte d'engagement (AE) un autre domicile, l'entrepreneur est réputé avoir élu domicile en son siège social pour l'exécution du présent marché.

1.4 OPERATION EN MILIEU HABITE

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que l'opération se déroule en milieu habité, ce qui implique des mesures particulières pour les travaux dans les logements et ou dans les parties communes (cage d'escaliers, halls, etc...), tant dans l'exécution des travaux que dans l'organisation de ceux-ci.

A ce propos, le mobilier en place devra être protégé et le titulaire devra apporter un soin particulier au nettoyage après intervention afin de causer le moins de désagrément possible aux locataires en place.

1.5 LOTS :

L'objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes (article L. 2113-10 du code de la commande publique)

1.6 TRANCHES

Sans objet

1.7 PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage indique qu'il lui sera possible de conclure, avec le prestataire, un ou plusieurs marchés, sans publicité ni mise en concurrence, visant à la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées dans le cadre du présent marché, et ce, dans la limite de 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.8 SOUS-TRAITANCE

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser l'agrément d'un sous-traitant, ce refus est exempt de motivation.

Possibilité de sous-traiter certaines prestations

L'entrepreneur titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de l'article 4.4 du CCAG, de la loi n° 75.1334 modifiée du 31 décembre 1975 et des dispositions applicables du code de la commande publique.

Acceptation des sous-traitants et agrément de leurs conditions de paiement

En dérogation du CCAG art 4.4.1, toute acceptation d'un sous-traitant doit être express. L'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants sera constatée par un acte spécial signé par la personne qui conclut le contrat de sous-traitance.

Cet acte spécial a été formalisé par le maître d'ouvrage, il est intitulé « Déclaration de sous-traitance / Demande d'acceptation d'un sous-traitant ».

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il communique à l'appui de sa demande un certain nombre de documents énumérés dans cet acte spécial qui précise :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement solidaire d'entrepreneurs, cet acte spécial sera signé par le mandataire.

Dans le cas d'un marché passé avec groupement conjoint d'entrepreneurs, la signature de tous les entrepreneurs co-contractants peut être valablement remplacée par celles du mandataire et de l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance si une telle délégation est prévue dans le DC1.

Dès la signature de l'acte spécial, l'entrepreneur remet au sous-traitant une copie de la partie concernant la sous-traitance.

Dès que l'acceptation et l'agrément ont été obtenus, l'entrepreneur fait connaître au maître de l'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordinateur SPS le nom de la personne physique qualifiée pour représenter le sous-traitant et le domicile élu par ce dernier à proximité des travaux.

Il transmet le(s) PPSPS de son (ou de chacun de ses) sous-traitant(s) au coordinateur SPS dans les conditions prévues au décret du 26 décembre 1994.

L'acceptation et l'agrément ne valent que dans la limite du montant figurant dans l'acte d'engagement, ou l'avenant.

La validité de l'acte spécial est subordonnée le cas échéant à l'accomplissement des formalités nécessaires à la réduction du nantissement.

Communication du contrat de sous-traitance

L'entrepreneur est tenu de communiquer au maître de l'ouvrage, à sa demande, le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels, dans les huit jours de la signature du contrat de sous-traitance ou de ses avenants éventuels.

Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 22.1.2.1 du CCAG.

Délégation de paiement et caution

A défaut d'une délégation de paiement accordée au sous-traitant, l'entreprise titulaire du marché devra produire pour chacun des sous-traitants une caution personnelle et solidaire à due concurrence des marchés sous-traités, valable jusqu'à la production et l'acceptation du décompte général définitif.

Dans le cas de non-présentation de la caution, l'entrepreneur se verra appliquer sur ses créances une retenue égale au montant des travaux sous-traités.

Sous-traitance sans acceptation du sous-traitant et sans agrément des conditions de paiement

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 22.1.2.1 du CCAG, il en est de même si l'entrepreneur a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande.

Responsabilité de l'entrepreneur

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché, tant envers le maître de l'ouvrage qu'envers les ouvriers.

Lutte contre le travail clandestin

Concernant la lutte contre le travail clandestin, l'entreprise principale est tenue de vérifier ses sous-traitants et est responsable des conséquences.

Sous-traitance de second degré

Il est précisé que la sous-traitance de second degré pourra être autorisée après accord exprès et écrit du maître de l'ouvrage dans la mesure où les conditions de sous-traitance ainsi que les caractéristiques du sous-traitant de 2ème rang lui auront été fournis préalablement.

Après accord du maître de l'ouvrage, le traitement de cette sous-traitance subira les mêmes règles de paiement que le sous-traitant 1er degré.

Modifications en cours d'exécution

En cours d'exécution, l'entrepreneur est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications concernant les sous-traitants.

1.9 ORDRES DE SERVICE

La commande des travaux sera notifiée par l'envoi d'un Ordre de Service n°1 prescrivant le démarrage des travaux.

Cet ordre de service peut être remplacé par l'envoi de 2 bons de commande informatique (B.C.I.), sur lequel sont indiqués les éléments suivants :

- le délai d'exécution des travaux ;
- l'adresse d'exécution ;
- les noms du rédacteur et du signataire du bon.

Les 2 bons de commande seront transmis au(x) titulaire(s) du ou des marchés ; l'un avec la mention « à joindre impérativement à la facture », et l'autre avec la mention « à conserver par l'entreprise ».

Le délai de préparation de chantier est inclus dans le délai d'exécution global des travaux.

L'entrepreneur doit accuser réception de tous les ordres de service qui lui sont transmis dans un délai de 7 jours calendaires ou de 24 heures dans le cas d'ordre(s) de service stipulant un tel délai pour des motifs de sécurité ou d'urgence dûment motivés (dérogation à l'art. 15.2.1 du CCAG quant aux délais).

Le défaut d'accusé de réception dans les délais ci-dessus vaut acceptation sans réserve des stipulations des dits ordres de services.

1.10 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

La périodicité des réunions de chantier sera définie lors de la première réunion préparatoire. Ces réunions de chantier se font sur site, avec un représentant de l'Entreprise et un représentant de LOGIREM. Chaque réunion de chantier fera l'objet d'un compte rendu, qui pourra être sous la forme d'un mail, et qui comportera les points suivants :

- Avancement du chantier ;
- Modifications éventuelles de planning ;

- Observation éventuelles sur travaux ou études.

1.11 DELAIS

Les délais, tant administratifs que d'exécution sont décomptés comme indiqué à l'art. 2.2 du CCAG.

ARTICLE - 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales et des pièces particulières.

Les pièces générales, bien que non jointes aux marchés sont réputées connues de l'entrepreneur qui reconnaît les avoir approuvées.

2.1 PIECES GENERALES

*** Le cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)** prévu pour les marchés privés de travaux et référencé sous la norme NF P 03 001 de décembre 2000.

*** Les prescriptions techniques générales** constituées par les documents du REEF et du CSTB, et, notamment les normes homologuées, ou les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux, dans les conditions prévues au décret n° 84.74 du 26 janvier 1984 modifié fixant le statut de la normalisation, les cahiers des clauses techniques des DTU.

*** Les avis techniques du CSTB** et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis.

*** Les documents techniques COPREC** n° 1 et 2 relatifs aux essais et vérifications de fonctionnement effectués par les entrepreneurs.

*** Le règlement sanitaire départemental**

*** Les règlements de voirie** éventuels applicables dans la commune où se situe l'opération.

2.2 PIECES PARTICULIERES

Les pièces constitutives suivantes du marché, doivent obligatoirement être paraphées et signées par un représentant de l'entreprise :

- Le présent CCAP,
- Le CCTP,
- La DPGF chiffrée
- Attestation d'assurance dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché

A défaut d'acte d'engagement joint à la consultation, l'accord de la société LOGIREM sera formalisé par la signature des 2 bons de commande prescrivant la date de démarrage et de fin des travaux ainsi que le montant de ceux-ci.

2.2.1 Documents à remettre par l'attributaire pressenti n'ayant pas délivré les certificats sociaux et fiscaux à l'appui de son offre

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise, dans un délai de 7 jours à compter de la demande de LOGIREM transmise par tout moyen :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat est en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales au 31/12 ou NOTI 2 de l'année précédant celle de l'envoi de la présente consultation.
- Les éléments demandés dans le NOTI 1 complétés et signés

La liste des impôts et cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats est fixée par arrêté ministériel.

2.2.2 Documents à remettre en cours d'exécution du chantier

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le Titulaire s'engage à utiliser les services de la société E-ATTESTATIONS.COM (RCS Evry 503 829 368 – www.e-attestations.com), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent marché et à en autoriser l'accès à l'Acheteur.

Cette plateforme est entièrement gratuite pour le Titulaire.

Le Titulaire doit fournir tous les 6 mois à compter de la notification de marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents suivants :

- Une attestation relative aux obligations sociales datant de moins de six mois
- Une attestation relative aux obligations fiscales
- Une attestation annuelle d'assurance Responsabilité Civile
- Si la société emploie des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, la liste de ces salariés. Cette liste mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.
- Si la société n'emploie pas de salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, une attestation sur l'honneur indiquant que vous n'êtes pas concerné.
- L'ensemble des documents demandés sur votre compte

Les mêmes pièces sont à déposer par le Titulaire pour ses éventuels co-traitants et sous-traitants sur e-attestations.

Les documents mentionnés ci-dessus sont transmis par le Titulaire sur la plateforme e-attestations à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>. Pour ce faire, le moment venu, le Titulaire se verra adresser une clé d'identification pour accéder à cette plate-forme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour.

L'Acheteur n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.

Dans une démarche de simplification, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (INSEE, URSSAF...), pourraient déjà être disponibles sur votre compte.

Avant la notification du marché, l'attributaire recevra une invitation par mail et devra créer un compte gratuit sur e-attestations et pouvoir en apporter la preuve à l'Acheteur dans les

2 jours suivant l'invitation. Le compte devra être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Pour recevoir cette invitation, l'attributaire indiquera dans son dossier de candidature son numéro SIRET et l'adresse mail de la personne habilitée. En cas de difficulté pour la mise en ligne des documents administratifs, la plateforme mets à votre disposition des aides en ligne « Aide et tutoriels » directement sur votre espace.

Le Titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs par e-attestations pendant toute la durée du marché.

Si le Titulaire n'est pas en règle avec ces obligations et ne transmet pas les documents réclamés dans le délai imparti, l'Acheteur se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au marché en matière de résiliation.

Le Titulaire s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis sur e-attestations.

A défaut de transmission de ces éléments en cours d'exécution du marché, la pénalité indiquée à l'article 8.1.4 du présent document pourra s'appliquer de plein droit.

ARTICLE 3 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Le marché est passé à prix forfaitaire et global.

Le prix est celui indiqué dans l'acte d'engagement de l'entrepreneur / la DPGF ou le devis de l'entrepreneur.

3.1 CONTENU DU PRIX

Les prix unitaires indiqués dans le DPGF comprennent la fourniture, la mise en place et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la réalisation des prestations ainsi que les frais de déplacement des ouvriers et tous frais exposés par l'entreprise.

Les prix sont **fermes et non actualisables pour toute la durée du marché**.

L'entreprise est réputée, avant la remise de son offre :

- Avoir pris pleine connaissance de l'opération dans son intégralité au moyen des documents auxquels elle a eu accès à savoir, ensemble des CCTP, plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- Avoir tenu compte de la circulaire du 13 décembre 1982 complétée de ses recommandations et annexes, parue au Journal Officiel du 28 janvier 1983 et concernant la sécurité des personnes, en cas de travaux de réhabilitation ou d'amélioration d'habitations existantes
- Avoir procédé à une visite détaillée des bâtiments ou/et du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions particulières de travail liées à la présence des habitants, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature

des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc.)

- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près de l'architecte, du bureau de contrôle, et, le cas échéant, du bureau d'études techniques, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public, sociétés concessionnaires.
- Avoir pris en compte les frais inhérents à l'équipement d'un logement témoin, si ce dernier est prévu au Cahier des Clauses Techniques Particulières.
- Les entreprises peuvent utiliser les voies de circulation et d'accès existantes. Elles devront en assurer l'entretien permanent et faire procéder, le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée, et ce à leurs frais. Au cas où cette réfection ne serait pas faite, le Maître d'Ouvrage la fera faire aux frais de l'entreprise 30 jours après une mise en demeure infructueuse. Les prix s'entendent pour les travaux terminés suivant les règles de l'art. Il ne sera accordé aucun supplément pour erreur ou omission quantitative.

Ils comprennent toutes les taxes fiscales et les frais de prorata.

Ce prix comprend toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, les charges financières relatives aux exigences du bureau de contrôle, l'obtention des consuels, l'essai des équipements tels que prévus aux avis techniques et au CCTP et les frais de compte interentreprises, et ne saurait être modifié pour quelque cause que ce soit.

Le prix comprend également les études, notes de calcul et plans nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage.

3.2 PAIEMENTS – RETENUE DE GARANTIE – AVANCE FACULTATIVE – APPROVISIONNEMENT

3.2.1 Généralité

Les demandes de paiement seront payées à 60 jours à compter de leurs dates de réception par le Maître d'ouvrage ou, si le contrat le prévoit, par le Maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

Les règlements des sous-traitants doivent être demandés par l'entreprise principale, pour validation de la demande des sous-traitants.

3.2.2 Opération spécifique

Sans objet

3.2.3 Retenue de garantie

Les paiements des acomptes sur la valeur définitive du marché sont amputés d'une retenue égale à 5 % de leur montant en garantie du bon achèvement des travaux.

Ce montant est libérable soit à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement à condition que la dernière réserve ait été levée, soit à l'issue de la réception des désordres apparus et signalés pendant la période de garantie de parfait achèvement sauf prolongation de la période de garantie de parfait achèvement conformément à l'article 5.6.

Conformément à la loi n° 71.584 du 16 juillet 1971, l'entrepreneur peut substituer à la retenue de garantie une caution personnelle et solidaire émanant d'un établissement financier figurant sur une liste fixée par décret.

La caution devra obligatoirement être délivrée par un établissement bancaire agréé ; elle devra être adressée avant la demande du premier acompte, simultanément en original au maître d'ouvrage et en copie au maître d'œuvre.

3.3 TRAVAUX MODIFICATIFS

Le présent article concerne les ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service ou BCI et pour lesquels le marché ne prévoit pas de prix. Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires. Sauf indication contraire, ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix. S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

3.4 APPLICATION DE LA TVA

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 – EXECUTION DU MARCHÉ

4.1 PREPARATION DU CHANTIER

Une réunion de préparation sera organisée par le représentant de LOGIREM à la suite de la notification du marché, et au cours de laquelle sera procédé à :

- la validation du projet ;
- la mise au point technique du chantier, échantillons, témoins, prototypes ou avis techniques ;
- l'ajustement du planning en fonction des contraintes éventuelles, travaux dans les logements, congés, risque d'intempéries, temps de préparation (ex. : séchage durant les mois d'hiver) ;
- la mise au point des modalités de communication entre l'entreprise et LOGIREM ;
- la détermination des lieux éventuels de stockage, d'élimination des déchets ;
- la précision des travaux sous-traités par les entreprises. (rappel : les sous-traitants doivent être présentés à l'agrément du maître d'ouvrage avant la fin de la période de préparation).

4.2 PREPARATION DES ACTIONS A DESTINATION DES HABITANTS

Le chantier se déroulant en milieu habité, il faut :

- Mettre à disposition de l'entreprise le synoptique des logements ;
- Examiner les nuisances possibles, bruit, poussière, coupures d'eau ou électrique, modifications d'accès aux bâtiments, etc. ... ;
- Organiser l'information aux locataires ;
- Prévoir des quittus d'intervention en logement qui seront à faire signer aux locataires ;

4.3 INSTALLATION DE CHANTIER

Le chantier devra être matérialisé et sécurisé pour les habitants et le personnel du chantier et de LOGIREM.

La signalétique du chantier devra être affichée clairement pour indiquer notamment les accès et cheminements provisoires nécessités par l'exécution des travaux.

4.4 PERSONNEL INTERVENANT SUR LE CHANTIER

L'entreprise doit se conformer de façon impérative, à tous les règlements, normes, lois, décrets, arrêtés, circulaires, en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène de son personnel. L'attention de l'entreprise est appelée sur le fait que la présentation de son personnel doit être en relation avec les travaux à effectuer chez l'habitant, tant au niveau vestimentaire que relationnel. A cet égard, LOGIREM se réserve la possibilité de refuser l'accès au chantier de tout personnel indélicat.

Lorsque le personnel intervenant sur le chantier découvre des locaux dans un état d'insalubrité tel, qu'il juge son intervention critique, il doit en avertir LOGIREM, qui choisira la conduite à tenir.

4.5 CONDITIONS D'EXECUTION

4.5.1 Intempéries

L'entreprise devra signaler dans les plus brefs délais tout arrêt du chantier pour cause d'intempérie, uniquement pour les travaux extérieurs ou garantissant le clos et le couvert.

4.5.2 Témoin, prototype

Il peut être demandé à l'entreprise la réalisation d'un logement témoin, qui sera alors totalement équipé par les matériaux stipulés au marché, avec la possibilité de plusieurs échantillons pour valider le choix définitif de LOGIREM.

4.5.3 Protection

L'attention de l'entrepreneur est appelée sur les points suivants :

- Avant toute intervention, les sols, parois, mobiliers seront protégés par des bâches ou tout système équivalent afin d'éviter les tâches, poussières et brûlures.
- Après toute intervention, les lieux seront soigneusement nettoyés.

Le nettoyage est dû :

- Après toute intervention de moins d'une demi-journée,
- À la fin de chaque matinée, même si l'intervention n'est pas terminée, pour ce qui concerne les travaux intérieurs.

4.5.4 Evacuation des déchets

Tous les gravats, emballages et déchets divers devront être évacués du chantier de façon continue selon leur nature en conformité avec les réglementations en vigueur. Les bennes éventuellement prévues à cet effet seront efficacement protégées et bâchées, et remplacées dès que nécessaire, et ne devront pas être présentes durant les week-end ou jours fériés, et ce afin de limiter les abus.

4.5.5 Modifications aux travaux

Les modifications apportées aux travaux doivent faire l'objet d'un avenant au marché.

Hors cas de l'article 11.4.1 du CCAG, il est précisé que l'entrepreneur doit, obtenir l'accord formel du maître d'ouvrage, par la signature d'un avenant, avant d'apporter des modifications. Les conditions relatives aux modifications aux travaux sont celles régies par l'article 11 du CCAG et 3.5 du présent CCAP.

4.5.6 Horaires de travail

Les horaires de travail seront organisés par l'entrepreneur et être soumis à l'agrément du maître d'ouvrage.

Il peut être nécessaire d'organiser des horaires de travail afin de préserver la quiétude du voisinage et celle des locataires dans le cas d'opération en milieu occupé.

4.5.7 Actions d'insertion

Sans objet

ARTICLE 5 – DELAIS D'EXECUTION

Les délais sont comptés ainsi qu'il est précisé à l'article 2.2 du CCAG.

Le délai global indiqué dans l'Acte d'Engagement se décompose en trois séquences :

- La période de préparation et d'installation du chantier
- La période d'exécution des travaux
- La période des opérations préalables à la réception

5.1 LE DELAI DE PREPARATION ET D'INSTALLATION DU CHANTIER

Ce délai commence dès la délivrance par LOGIREM du bon de commande, et il est d'un mois, durant lequel les tâches énumérées aux articles 4-1 et 4-2 seront réalisées.

L'entreprise est tenue se conformer au planning indiqué dans son offre.

5.2 LE DELAI DE CHANTIER

Ce délai englobe le déroulement normal du chantier ainsi que le repliement du matériel, le nettoyage des lieux et des abords.

5.3 LE DELAI DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de parfait achèvement débute à la signature du Procès-Verbal de réception et est d'un an, durant lequel, l'entreprise est tenue :

- De lever les réserves notées à la réception dans un délai de 30 jours (sauf caractère d'urgence) ;
- De remédier à tous désordres nouveaux signalés par LOGIREM dans un délai de 30 jours (sauf caractère d'urgence).

5.4 PROLONGATION DE DELAI

Toute prolongation du délai de déroulement du chantier doit être validée par LOGIREM, soit par un courrier contresigné par l'entreprise ou par un mail de LOGIREM avec confirmation de celui-ci par l'entreprise.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET RECEPTION

Des contrôles, essais et mesures pourront être demandés par le représentant de LOGIREM en cours de chantier, en fonction de l'avancement de celui-ci. Les matériaux, matériels et fluides pour ces actions, sont à la charge de l'entreprise. Les résultats de ces actions, seront portés sur les comptes rendus de chantier.

Des réceptions intermédiaires de préparation de supports par exemple, devront être effectuées en cours de chantier entre les entreprises.

Dans le cas où les vérifications de garantie de résultat et de bon fonctionnement seraient dépendantes de la réalisation complète, mise en service ou utilisation des ouvrages (ex. : installation de chauffage, ventilation, acoustique, etc. ...), ils seraient alors effectués, le cas échéant, après la date de réception des ouvrages dans le délai de parfait achèvement, et pourront, le cas échéant, provoquer des réserves à lever dans les 30 jours.

La réception de travaux par le maître d'ouvrage sera demandée par, l'entreprise, ne sera prononcée que dès lors que l'ensemble des travaux tous corps d'état sera achevé.

ARTICLE 7 – ASSURANCES ET GARANTIES

L'entreprise doit justifier qu'elle est titulaire d'une assurance individuelle de responsabilité civile du chef d'entreprise et décennale le cas échéant, couvrant les risques du fait de son activité.

ARTICLE 8 – CONTESTATION, PENALITES ET RESILIATION

Les pénalités ci-dessous sont exclusives l'une de l'autre, et peuvent donc se cumuler dans la limite de 10 % du marché par dérogation à l'article 9.5 de la norme NF P03-001.

Les frais induits par les retards occasionnés sur la date de livraison contractuelle, du fait de la carence de l'entreprise titulaire, seront à la charge de ladite entreprise.

8.1 PENALITES

Les montants, donnés en euros, ou au prorata du marché, s'appliquent sur les montants TOUTES TAXES COMPRISES. Les pénalités ne donnent pas lieu à calcul de TVA.

Une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard de livraison.

8.2 RESILIATION

Le présent marché pourra être résilié dans les cas fixés à l'article 22 du CCAG.

En outre, la résiliation de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité, pourra être prononcée par LOGIREM, par l'envoi d'un courrier recommandé (LR+AR), lorsque le titulaire ne s'est pas conformé aux stipulations du marché ou aux ordres écrits (courriers, mail, fax, compte rendu de chantier) qui lui ont été donnés et n'a pas remédié aux dysfonctionnements constatés dans les délais indiqués par écrit.

L'entreprise

LOGIREM

Fait à
le

Fait à
le